

“Ma fille revient de l'école le soir avec des bleus”

Liban Beaucoup d'enfants, réfugiés syriens, se plaignent de violences.

Reportage Mélanie Houé
Envoyée spéciale à Baalbeck

Dans un campement de réfugiés du nord de la plaine de la Békaa, à quelques kilomètres de la cité antique de Baalbeck, Ahmad vit avec sa femme et ses cinq enfants sous une tente d'une trentaine de mètres carrés. Il y est arrivé en 2013 après avoir fui à pied, à travers les montagnes, les violences de la guerre qui faisait rage à Raqqa, aujourd'hui connu comme le fief de l'organisation État islamique en Syrie.

Soulagé dans un premier temps d'avoir épargné à sa famille l'occupation des jihadistes, Ahmad commence à regretter d'avoir quitté sa ville natale. Depuis deux ans, ses trois enfants scolarisés dans la plaine de la Békaa se plaignent, à l'image des 150 mineurs de leur campement, dit-il, d'un haut niveau de violences verbales et physiques à l'école. “Ma fille revient le soir avec des bleus”, explique le père de famille. “Tous les enfants [syriens, NdLR] subissent le même sort ici. On les frappe, on les fait se mettre à genoux, on les insulte... Ils sont traités comme des animaux.”

Des vrais sévices

Ahmad s'est battu, l'an dernier, pour changer ses enfants d'établissement scolaire mais, d'après lui, les maltraitements se sont aggravés cette année, dans leur nouvelle école. “On n'a pas le droit d'aller aux toilettes, ils disent que nous sommes sales. Les cabinets sont réservés aux Libanais”, raconte sa fille, Noor, 9 ans, dans un débit de paroles très rapide. “Et quand nos cheveux ne sont pas bien coiffés, ils nous les coupent. Parce qu'ils disent que nous sommes des gi-

tans et que nous ne savons pas prendre soin de nous.”

Les cas de violences rapportés, qui incriminent tout aussi bien le corps enseignant que le personnel encadrant comme les assistants, les surveillants ou les conducteurs de transports scolaires, sont multiples : insultes, rétention de matériels et de fournitures scolaires, coups de règle en fer et de tringle à rideaux, punitions en position humiliante, à genoux, les mains sur le mur, et parfois même des cas d'abus sexuels.

Le petit frère de Noor, Mohamad, se rend quotidiennement à l'école, la boule au ventre. Il hésite à parler, avant de se confier. “On n'a pas le droit de jouer dans la cour de récréation. Nous, on doit la nettoyer”, dit-il. “Et si on ne le fait pas, ils nous tapent dessus parce que, quand on s'amuse, après on transpire, et ils disent qu'on sent mauvais.”

Des difficultés à se faire entendre

Ahmad est démuni. Il est allé se plaindre au proviseur l'an dernier, mais cela n'a rien changé. Il pense chaque jour à retirer ses enfants du système scolaire libanais mais il n'a pas les moyens de leur offrir un enseignement alternatif.

“Noor est brillante. Quand je lui ai dit qu'elle n'irait plus à l'école, elle a commencé à pleurer”, se rappelle le père de famille. “Elle aime beaucoup apprendre et veut continuer à aller en classe.” Partagé entre la potentielle déscolarisation de ses enfants et les abus qu'ils subissent quotidiennement, Ahmad est allé chercher du soutien auprès d'ONG de protection des droits de l'enfant. Mais, sur le terrain, plusieurs d'entre elles, chargées de relayer les plaintes auprès du ministère de l'Éducation nationale, estiment être victimes

de blocage. Sous couvert d'anonymat, un responsable d'une organisation locale explique s'être vu refuser l'accès à un établissement scolaire visé par une série de plaintes pour abus physiques et sexuels et ne pas avoir eu de retour de la part du ministère concernant sa demande des coordonnées des familles d'enfants syriens victimes de violences, pour assurer leur suivi psychologique.

“La violence existe à l'école”, reconnaît Charlotte Bertal, cofondatrice de Yalla !, une association qui travaille à remettre sur le chemin de l'école les enfants syriens déscolarisés, en leur offrant une mise à niveau avant l'inscription dans un établissement public. “Les abus concernent tous les écoliers, y compris les Libanais, mais ils semblent plus importants envers les Syriens”, continue-t-elle. “Cela s'explique non seulement parce que les classes sont surchargées, que les professeurs sont fatigués et qu'ils n'ont pas la formation requise pour gérer des classes d'enfants déscolarisés pendant des mois, voire des années, mais cela s'explique également parce qu'ils bénéficient d'une sorte d'impunité. Certains parents syriens résident illégalement au Liban et n'ont pas les moyens de porter plainte.”

Charlotte Bertal se souvient du cas de deux élèves dans son école d'Aley, au Mont-Liban, qui, après plusieurs semaines passées dans un établissement scolaire public, se sont plaints de maltraitance. “Ils sont revenus vers Yalla ! parce qu'ils avaient l'impression d'être rabroués. Ils ont été abusés verbalement. La maîtresse leur disait qu'ils étaient nuls, qu'ils étaient des ânes. D'autres encore m'ont rapporté avoir été tapés sur la tête.”

Du côté du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés

(HCR), partenaire du ministère de l'Éducation, on reconnaît la présence de violences à l'école mais on la juge "peu répandue". "Il a pu y avoir quelques signes d'hostilité quand les enfants syriens sont arrivés dans les établissements libanais mais, avec le ministère de l'Éducation, nous avons fait beaucoup d'efforts pour former et sensibiliser les professeurs", explique Dana Sleiman, porte-parole du HCR.

Saturation

Le Liban accueille plus d'un million et demi de réfugiés

dont la moitié sont des mineurs. Sur les 400 000 en âge d'aller à l'école, 202 000 ont pu s'inscrire gratuitement dans un établissement scolaire en septembre dernier. En tout, les enfants syriens représentent plus d'un élève sur trois au Liban.

La charge est lourde pour le pays du Cèdre et réveille chez certains, au-delà du douloureux souvenir de trente ans d'occupation syrienne (1976-2005), les dissensions politiques libanaises sur le conflit voisin. Résultat : dans la plaine de la Békaa, frontalière à la Syrie, certains observateurs évaluent à 60 % le taux de

violence à l'encontre des écoliers syriens. Le HCR ne confirme pas ce chiffre mais rappelle que le ministère de l'Éducation, qui pour le moment n'a pas souhaité répondre à nos questions, a envoyé 50 conseillers psychologiques dans les écoles à travers le pays pour veiller au bon déroulement des classes. Noor et Mohammad n'en ont pas entendu parler. Mais, du haut de leurs 9 et 7 ans, sœur et frère expliquent s'accrocher pour, plus tard, devenir "une gentille enseignante et docteur à l'hôpital".